

Dossier

Jeunes alteractivistes : d'autres manières de faire de la politique ? Perspectives internationales

Un dossier coordonné par Geoffrey Pleyers et Brieg Capitaine

Introduction 50

61

« J'aimerais être une antenne »

Anticonfessionnalisme et alteractivistes au Liban

Éléments pour une vision plurielle
de l'engagement politique : le militantisme
existentiel

Juventud Sin Futuro : précarité, subjectivité
et alteractivisme dans la jeunesse espagnole

L'individualisme solidariste des actrices de Gezi
et l'émergence de nouveaux sujets

Introduction

Alteractivisme : comprendre l'engagement des jeunes

Geoffrey Pleyers, Brieg Capitaine

Bernard Roudet¹ terminait son dernier article par une ouverture sur une « recomposition du lien politique et des formes d'engagement, qui indiquerait moins un recul de la participation juvénile qu'un renouveau des formes et du sens de cette implication dans le contexte de régimes démocratiques marqués par la défiance » (Roudet, 2014, p. 94). Au cours des trois décennies précédentes, il avait analysé la montée en force de modalités de l'engagement « plus actives mais moins militantes », « centrées avant tout sur l'épanouissement personnel [en quoi] elles témoignent d'un mode d'être dans la société marqué par un renforcement de l'individualisation » (Roudet, Tchernia, 2001, p. 150).

Le début des années 2010 a montré l'ampleur et la force de ces sujets politiques individualisés et solidaires. Depuis le monde arabe jusqu'à Hong Kong, les jeunes ont rappelé à tous qu'ils ne sont pas que des « citoyens de demain en formation », rôle dans lequel les cantonnent trop souvent les institutions. Ils sont des « citoyens d'aujourd'hui » et des acteurs majeurs de nos sociétés et des démocraties. Ils ont joué un rôle de premier plan dans les révolutions arabes (Khosrokhavar, 2011), ont initié le mouvement des Indignés au Portugal et en Espagne, et ont occupé les places publiques à New York, puis dans toute l'Amérique du Nord, en Europe et en Russie pour dénoncer une « démocratie sans choix » et la collusion entre les élites politiques et économiques. Les mobilisations étudiantes de 2011 au Chili, en Colombie et au Québec ont profondément questionné ces sociétés. En 2013, les jeunes se sont soulevés dans le parc Gezi à Istanbul, dans toutes les villes du Brésil et à Hong Kong. Loin des projecteurs des médias internationaux, des jeunes activistes s'organisent dans les villes d'Europe de l'Est (notamment à Bucarest et à Sofia) et en Afrique de l'Ouest, où le mouvement Y'en a marre a revivifié le débat démocratique au Sénégal et

1. Nous aimerions dédier ce dossier à Bernard Roudet, chercheur à l'INJEP, décédé prématurément en juillet 2013, et à Chantal de Linares, qui vient de quitter le comité de rédaction de la revue *Agora* qui leur doit tant, pour leur contribution à la compréhension de l'engagement et des jeunes en France et à la construction d'un espace intellectuel rigoureux, stimulant et convivial autour de ces questions.

a contribué à mettre un terme aux réélections successives d'Abdoulaye Wade. Dans des contextes très différents, ces jeunes révoltés qui ont marqué le début des années 2010 ne se sont pas contentés de dénoncer et de réclamer des démocraties meilleures. Ils ont également expérimenté les modalités d'une démocratie directe et ancrée dans les quartiers. Les jeunes activistes ont aussi investi l'espace virtuel à la fois dans une articulation avec les mobilisations sur les places et comme un espace de lutte spécifique. Ils sont devenus des hackers pour défendre la liberté d'expression, dénoncer les abus des pouvoirs économiques et mener la « bataille » de l'information.

Cette nouvelle génération de citoyens engagés s'est également mobilisée autour des enjeux écologiques. Au-delà de quelques manifestations sur la question climatique, c'est surtout dans leurs villes et leurs quartiers, sur les campus, et dans leur quotidien que la plupart des jeunes s'engagent et deviennent acteurs de leur vie et de leur monde. Ils sont nombreux à s'investir dans les multiples initiatives « pour une transition écologique ». Ils étaient des milliers en décembre 2015 à se mobiliser pour défendre le climat. Quatre mille jeunes venus de cent seize pays ont pris part à la COY 11 – Conférence des jeunes contre le changement climatique à Villepinte, le week-end précédant la réunion des chefs d'État. Leur rencontre a fait la part belle aux échanges d'expériences ; les participants y ont insisté sur le changement des pratiques personnelles et de l'organisation de la société que requiert la lutte contre le changement climatique. Les jeunes sont bien plus nombreux encore à inscrire cet engagement écologique dans leur vie quotidienne, en se déplaçant à vélo, en mangeant moins de viande ou en devenant vegan, en participant à des « donneries² », des villages d'alternatives³ ou en empruntant les chemins de la « simplicité volontaire⁴ ».

ALTERACTIVISME : CONSTRUCTION DE SOI ET ENGAGEMENT

À partir de recherches empiriques portant sur des mouvements pour une démocratisation ou pour une transformation de la vie quotidienne dans cinq pays (Canada, Liban, Belgique, Espagne et Turquie), les articles de ce dossier se penchent sur différentes modalités et enjeux de ces formes

2. Stands ou rassemblements où des personnes donnent des vêtements, des jeux ou des objets dont elles n'ont plus l'utilité.

3. L'association Alternatiba organise une série d'événements rassemblant des stands où sont présentées des initiatives et des associations qui développent des pratiques écologiques et démocratiques alternatives à la société actuelle.

4. Citoyens et collectifs qui se proposent de ralentir pour moins polluer, de réduire leur consommation, leurs déplacements et leur empreinte écologique. Voir l'article d'Émeline de Bouver dans ce dossier.

d'engagement « individualisées mais solidaires », incarnées dans l'« alter-activisme⁵ », une culture activiste qui a été redéployée et mise en œuvre par des jeunes militants sur les places, dans des campements, en ligne ou dans la vie quotidienne. L'alteractivisme place la relation à soi, l'expérience vécue et la cohérence entre les pratiques et les valeurs du mouvement au cœur de la conception de l'engagement et du changement social. L'engagement fait la part belle à la subjectivité, à la créativité, à la transformation de soi, à l'expérience et à l'expérimentation. La démocratie y est conçue comme une revendication adressée aux dirigeants politiques mais aussi et surtout une exigence personnelle, une valeur qui doit s'incarner dans ses pratiques et dans sa manière de se relier aux autres. Dans un contexte où les jeunes sont particulièrement affectés par la crise économique et la répartition toujours plus inégale des richesses, les dimensions culturelles et socio-économiques sont profondément mêlées dans la plupart de ces mouvements, qui demandent plus de démocratie, de justice sociale et de dignité. Ces jeunes activistes se distinguent également par leur capacité à s'inscrire dans des enjeux globaux tout en restant prioritairement ancrés dans l'espace local, par un usage créatif d'Internet et des réseaux sociaux et par des organisations en réseaux, qui permettent de collaborer tout en préservant l'autonomie de chacun. On ne peut saisir le sens et la portée de ces engagements et de ces expérimentations démocratiques en se focalisant sur les cadres nationaux, le vote et la participation des jeunes à la politique institutionnelle. C'est aussi (et surtout) ailleurs que cela se passe.

L'alteractivisme représente une modalité « plus individualisée » de l'engagement, distant des acteurs de la société civile institutionnalisée, que les sociologues des mouvements sociaux (Ion, 1997 ; McDonald, 2006) et de la jeunesse (Gauthier, 2003 ; Roudet, 2004 ; Becquet, Linares, 2005, ont analysé depuis une quinzaine d'années. Le succès de l'alteractivisme chez de nombreux jeunes militants tient à la fois à une certaine disponibilité biographique (Van de Velde, 2015), au fait qu'une partie de cette « génération précaire » souffre particulièrement des inégalités (Standing, 2011) et à la résonance de quelques-uns de ses traits avec l'expérience particulière que constitue la jeunesse tardive comme âge de la vie, tels que la fluidité des rapports sociaux et cette recherche de l'expérience qui caractérise la jeunesse. Pour autant, la culture alteractiviste n'est pas spécifique aux jeunes, pas plus que tous les jeunes activistes progressistes ne s'inscrivent dans cette culture particulière de l'engagement. Certains se mobilisent selon des

5. L'alteractivisme ne se réfère pas spécifiquement à l'altermondialisme, mais à une culture activiste, comprise comme un ensemble cohérent d'orientations normatives, une conception du monde, du changement social et de la nature et de l'organisation des acteurs sociaux qui portent ce changement. Cette culture alteractiviste est mise en œuvre, réappropriée et redéployée par des activistes dans différents mouvements et autour de différentes causes (Pleyers, 2004 et 2010), comme l'altermondialisme, le renouvellement de la démocratie, l'écologie ou les migrants.

logiques différentes, notamment dans des organisations non gouvernementales (ONG), des partis politiques ou des composantes assez classiques de l'extrême gauche. La plupart mêlent différentes formes d'engagement.

AU-DELÀ DES CLIVAGES

Comprendre l'activisme de ces jeunes exige de dépasser deux clivages qui marquent encore trop souvent les analyses de la participation sociale et politique : la séparation entre la vie privée et l'engagement public et la dichotomie entre le monde « virtuel » d'internet et des réseaux sociaux d'un côté et une vie et une politique « réelles » de l'autre. C'est dans l'articulation et la fertilisation réciproque entre la vie quotidienne et le politique, entre le monde d'Internet et celui des places publiques, entre les réseaux sociaux et la convivialité des espaces militants qu'émergent des subjectivités politiques, de nouvelles formes de citoyenneté et les acteurs des mouvements sociaux d'aujourd'hui.

Devenir acteur de sa vie et de son monde

La participation politique des jeunes continue d'être trop souvent pensée à partir d'analyses d'un espace public déconnecté des lieux de la vie quotidienne, comme si la vie de tous les jours et la démocratie constituaient deux sphères séparées et que seules comptaient les actions qui trouvaient un écho dans les médias ou dans la politique institutionnelle. Or, ce renouveau de l'engagement et de la citoyenneté ne se joue pas que dans des arènes institutionnelles et là où l'attendent journalistes et politologues. Loin des grandes idéologies, les pratiques des jeunes alteractivistes en appellent à la construction d'autres manières d'être et de faire, d'autres sociabilités et d'autres formes de vie. Construction de soi et changement social y sont intimement liés, notamment autour d'une conception préfigurative de l'engagement qui vise à incarner des alternatives et les valeurs du mouvement dans des pratiques concrètes. En s'affirmant comme sujet, l'individu devient acteur de sa vie et, en se transformant lui-même, il transforme le monde. L'émergence d'une citoyenneté basée sur un individu « solidariste » est à la fois l'origine et le résultat des mouvements des places en Égypte, en Espagne ou en Turquie. Aussi, pour comprendre ces engagements sociaux et politiques, nous ne pouvons nous limiter à la dimension publique et politique des individus. Nous devons prendre en compte leurs émotions, leur subjectivité et leur créativité ainsi que la centralité du rapport à soi.

Émeline de Bouver (p. 91) analyse l'étroite articulation entre la construction de soi et l'engagement dans des mouvements écologistes et pour la simplicité volontaire, où discours et pratiques existentiels et militants se conjuguent. **Antonio Álvarez-Benavides (p. 105)** pointe lui aussi l'ancrage de l'engagement dans le quotidien et l'articulation entre les espaces publics

et privés chez les Indignés. La démocratie ne se limite pas à la sphère de la politique institutionnelle ; elle se réalise et s'expérimente dans tous les lieux et espaces de la vie et s'incarne dans la volonté de ces jeunes de participer, d'être des acteurs de leur vie et de leur monde.

Pour les alteractivistes, la créativité et l'affirmation de sa subjectivité ne sont pas de simples « moyens » mis en œuvre dans un engagement pour une cause. Elles constituent le cœur même de la résistance face à l'envahissement du monde vécu par les forces de la mondialisation néolibérale ou d'un régime politique autoritaire. Les velléités de Recep Tayyip Erdoğan de contrôler la vie quotidienne, comme la consommation d'alcool ou la place des femmes dans la société, ont rendu le régime insupportable pour de nombreux jeunes Turcs. C'est avec leur subjectivité et leurs affects qu'ils se sont révoltés et ont construit le mouvement de Gezi comme le montre **Buket Türkmen** (p. 119).

La relation à soi est centrale dans ces formes d'engagement très réflexives et axées sur la cohérence entre les pratiques et les valeurs (Pleyers, 2016). Complétant cette perspective, tous les articles de ce dossier mettent l'accent sur l'étroite connexion entre ce rapport à soi des jeunes alteractivistes et leur rapport aux autres, fondé sur le respect de chacun. Buket Türkmen considère ainsi le respect de l'individu comme la valeur centrale du mouvement de résistance à Gezi, mais souligne aussi que « l'expérience de la révolte [a] prouvé que la liberté individuelle ne peut être défendue que dans la solidarité avec les autres ». La rencontre avec l'autre est une rencontre « d'individu à individu », au-delà des identités collectives et des appartenances organisationnelles et en assumant pleinement l'individualité, les spécificités de chacun et les divergences. C'est sur cette base qu'a émergé au Liban le mouvement contre la domination de la vie privée et de l'espace public par le confessionnalisme analysé par **Alexandra Kassir** (p. 77).

Relation à soi, rencontre de l'autre et engagement pour un autre monde se mêlent également dans les mobilisations, les espaces d'expérience que sont les campements des Indignés ou de Gezi et les réseaux sociaux où les informations et les opinions se diffusent en suivant les liens d'amitié. Partout l'alteractivisme mêle privé et public, amitié et engagement (Roudet, Tchernia, 2001 ; Pleyers, 2004), amusement et résistance.

Activisme en ligne et hors ligne

Cette séparation entre le monde de la vie et celui de la citoyenneté est également remise en cause par les formes expressives d'engagement, dont **Sandra Rodriguez** note qu'elles constituent une dimension importante de l'alteractivisme : les jeunes alteractivistes « estiment tout de même crucial de donner à voir leurs engagements, de faire circuler des informations largement ou de diffuser en réseaux des situations qu'ils estiment injustes » (p. 67).

Pour comprendre le rôle d'Internet et des médias sociaux dans l'alteractivisme, il faut dépasser les oppositions binaires entre le monde « virtuel » du cyberactivisme et le monde « réel » des mobilisations dans les rues et sur les places. Activisme en ligne et ancrage territorial, connexions globales et cadres nationaux, usages des médias alternatifs et références aux mass media sont articulés plutôt qu'opposés. L'analyse des mouvements contemporains doit dès lors prendre en compte les logiques de l'action collective et celles de l'« action connective », mais aussi – et surtout – leurs interactions.

Antonio Álvarez-Benavidez rappelle que c'est en ligne qu'ont émergé les réseaux qui seront plus tard à l'origine des mobilisations du 15 mai 2011 en Espagne. **Sandra Rodriguez** nous invite cependant à ne pas tomber dans le piège de la « fétichisation » des réseaux sociaux et d'Internet en surévaluant la valeur et la portée que ces jeunes attribuent aux actions en ligne. Les alteractivistes inscrivent ces réseaux sociaux au cœur de pratiques quotidiennes et au croisement de différents modes de participation et d'interaction. Pour eux, « présences physique et virtuelle ne sont pas exclusives et doivent même demeurer en interaction constante » (p. 69). Bien au-delà du recrutement des militants ou de la « visibilité » de la cause, c'est l'expérience alteractiviste elle-même qui se construit dans l'articulation du monde en ligne et hors ligne.

Alteractivisme et politique institutionnelle

L'engagement plus « individualisé » des jeunes alteractivistes les conduit à prendre leur distance face aux organisations de la société civile (Ion, 1997) tout en acceptant de collaborer avec certaines d'entre elles autour d'événements particuliers, en tant qu'électrons libres, c'est-à-dire en tant qu'individus gardant leurs distances avec tout type d'association mais se réservant le droit d'interagir comme bon leur semble avec les groupes et les organisations qui leur paraissent ponctuellement mieux correspondre à leurs idées et au type d'action qu'ils entendent mener (Pleyers, 2004). Les mouvements des Indignés, d'Occupy ou de Gezi se sont distingués par leur organisation horizontale et la distance affichée avec les acteurs de la société civile instituée. Même sur le tract qui invite à une marche avec les syndicats contre la loi du travail le 9 mars 2016, les jeunes activistes prennent soin d'indiquer : « Cet appel n'est pas à l'initiative d'une organisation. C'est un appel citoyen et militant. » La méfiance est plus grande encore face aux partis politiques traditionnels. Les alteractivistes des années 2010 ont dénoncé la collusion entre les élites politiques, économiques et médiatiques, ont fait tomber des régimes dictatoriaux en Tunisie ou en Égypte et demandent plus de démocratie, de participation et d'éthique.

Mais les pratiques alteractivistes et cette organisation en réseaux ont leurs avantages et leurs limites. Comme le rappelle Lilian Mathieu, les mouvements faiblement structurés ont « une grande capacité à impulser des

mobilisations mais sont inaptes à les clore, puisqu'ils ne peuvent négocier et signer des accords de sortie de conflit et ne jouissent pas de la légitimité que fournissent les mécanismes d'élection et de représentation » (Mathieu, 2011, p. 40). Après un début de décennie marqué par les espoirs d'une jeunesse qui descendait dans la rue pour réclamer plus de démocratie, de justice sociale et de dignité en s'appuyant notamment sur les valeurs et les pratiques de l'alteractivisme, leurs mouvements ont souvent eu à faire face à un rapport de force avec les acteurs de la politique traditionnelle, qu'ils avaient pourtant cherché à éviter. Est-il possible de « changer le monde sans prendre le pouvoir » (Holloway, 2009), à partir de ses propres pratiques et de la vie quotidienne ? Ou faut-il au contraire « occuper l'État », comme le suggèrent certains intellectuels militants, et entrer dans la joute électorale pour ne pas laisser la place à ceux qui sont dénoncés par les mouvements ?

Alors que les premières années des mouvements des années 2010 étaient dominées par des postures antipartisanes et anti-institutionnelles, un nombre croissant d'activistes explore des voies qui permettraient de porter ces enjeux dans l'arène de la politique institutionnelle et de combiner les aspirations à une démocratie plus participative et plus éthique avec les exigences de la scène électorale. Jeremy Corbyn, élu à la tête du parti travailliste britannique, ou Bernie Sanders, lors des primaires démocrates aux États-Unis, doivent leur succès à l'écho que leur candidature a rencontré auprès des jeunes progressistes qui ont réinvesti la politique partisane. Ils n'ont pas gagné leur soutien par des campagnes de marketing sur les réseaux sociaux ou en incarnant les dernières tendances des geeks, mais en proposant des alternatives politiques qui font écho aux préoccupations de cette génération qui souffre des politiques d'austérité et de la précarité des emplois, ainsi qu'en incarnant une éthique personnelle basée sur l'authenticité et la cohérence entre les projets et les actes, des valeurs chères aux alteractivistes.

Le nouveau parti espagnol Podemos est souvent présenté comme la traduction du succès du mouvement des indignés sur la scène électorale. L'article d'Antonio Álvarez-Benavidez dans ce dossier (p. 105) remet en cause cette perspective et souligne que le prix à payer pour ces aspirations à accéder au gouvernement est la renonciation à une partie des engagements et des valeurs du mouvement. En passant de l'indignation à l'organisation, ces militants ont renoncé à la logique horizontale et misent désormais beaucoup sur un leader charismatique. Au point que, contrairement aux perspectives d'une combinaison possible entre l'alteractivisme et la politique partisane, Antonio Álvarez estime que cette aspiration par la politique partisane et la trahison de certaines valeurs des Indignés conduisent à une dichotomie plus radicale encore entre les deux manières de faire de la politique : « [...] il existe désormais deux champs dans lesquels s'exerce la politique, l'un étant conventionnel et l'autre celui de l'alteractivisme. »

La contribution de Buket Türkmen (p. 119) décrit un cas différent, où les valeurs de l'individu solidariste mises en œuvre dans le mouvement de Gezi se reflètent également dans le projet du parti démocratique prokurde HDP en Turquie. L'espoir d'une Turquie plus démocratique suscité par les multiples initiatives issues du mouvement de Gezi et le succès de ce parti aux élections de juin 2015 a cependant été rapidement contré par la violence envers les militants pacifistes et la répression du régime autoritaire d'Erdoğan face aux activistes, au mouvement kurde, mais aussi aux chercheurs et aux journalistes. En Turquie, en Égypte et dans bien d'autres pays, des gouvernements autoritaires ont réagi à la critique des jeunes activistes par la répression, la violence et des disparitions forcées. Au Mexique, le cas des quarante-trois étudiants de l'École normale rurale d'Ayotzinapa disparus le 26 septembre 2014 après avoir été arrêtés par les forces de l'ordre lors d'une action de protestation est le cas le plus emblématique d'une violence qui touche surtout les jeunes et mêle violence des cartels, impunité des forces de l'ordre et répression des contestataires. Au point que les chercheurs ont recours pour en parler au néologisme « juvénicide » [*juvenicidio*, Valenzuela, 2015].

Contre le terrorisme, la guerre et la répression de régimes autoritaires, la voie démocratique tracée par les alteractivistes apparaît à la fois comme la seule possible et la plus fragile. Dans bien des pays, l'espoir soulevé par les aspirations démocratiques des alteractivistes a laissé la place à la répression et à la violence. L'inquiétude de Buket Türkmen résonne alors bien au-delà de la Turquie : « Ce sujet qui commençait à se constituer avec l'émergence de l'individu solidariste et des nouveaux réseaux de solidarité peut-il survivre dans ces conditions de conflits armés ? Quelle est la chance de survie de l'alteractivisme dans les guerres au Moyen-Orient ? »

Dans un contexte difficile, où les aspirations démocratiques et les valeurs du vivre-ensemble sont mises à mal par le retour des nationalismes, des idéologies guerrières et de la répression, nous avons voulu mettre l'accent dans ce dossier d'*Agora débats/jeunesses* sur l'engagement de jeunes progressistes en présentant quelques modalités de l'alteractivisme, dont la centralité du rapport à soi, l'usage des réseaux sociaux, les dimensions subjectives et les articulations de l'alteractivisme avec les actes de la vie quotidienne mais aussi avec l'action des partis politiques. Au-delà de la dichotomie entre vie quotidienne et engagement public, ces jeunes alteractivistes nous rappellent que la démocratie ne réside pas seulement dans les institutions et les élections. Ils explorent des manières de vivre la démocratie comme une expérience, des pratiques et une exigence personnelles. Ils la réinvestissent comme un projet émancipateur ancré dans « des pratiques guidées par la présupposition de l'égalité de n'importe qui avec n'importe qui » (Rancière, 1998), un projet bien différent de celui d'une société toujours plus inégalitaire et qui dresse des murs face aux réfugiés et aux migrants.

■ BIBLIOGRAPHIE

BECQUET V., LINARES C. DE, *Quand les jeunes s'engagent. Entre expérimentations et constructions identitaires*, L'Harmattan/INJEP, Paris, 2005.

GAUTHIER M., « The inadequacy of concepts. The rise of youth interest in civic participation in Quebec », *Journal of Youth Studies*, n° 3, vol. VI, septembre 2003, p. 265-276.

HOLLOWAY J., *Changer le monde sans prendre le pouvoir*, Syllepse, Paris, 2009.

ION J., *La fin des militants*, L'atelier, Paris, 1997.

KHOSROKHAVAR F., « La jeunesse dans le monde musulman : l'âge de l'exil intérieur », in MUXEL A., *La politique au fil de l'âge*, Les Presses de Sciences Po, Paris, 2011.

MATHIEU L., *La démocratie protestataire*, Les Presses de Sciences Po, Paris, 2011.

MCDONALD K., *Global Movements. Action and Culture*, Blackwell, Londres (Royaume-Uni), 2006.

PLEYERS G., « Des black blocks aux alter-activistes : pôles et formes d'engagement des jeunes altermondialistes », *Lien social et politiques*, n° 51, 2004, p. 123-134.

PLEYERS G., *Alter-globalization. Becoming Actors in the Global Age*, Polity Press, Cambridge (Royaume-Uni), 2010.

PLEYERS G., « Engagement et relation à soi chez les jeunes alteractivistes », *Agora débats/jeunesses*, n° 72, 2016/1, p. 107-122.

RANCIÈRE J., *Aux bords du politique*, La Fabrique, Paris, 1998.

ROUDET B., « Entre responsabilisation et individualisation : les évolutions des formes de participation associative », *Lien social et politiques*, n° 51, 2004, p. 17-27.

ROUDET B., « La démocratie est-elle un idéal commun aux jeunes Européens ? », *Agora débats/jeunesses*, n° 67, 2014/2, p. 79-96.

ROUDET B., TCHERNIA J.-F., « L'amitié, une valeur toujours centrale », in GALLAND O., ROUDET B. (dir.), *Les valeurs des jeunes. Tendances en France depuis 20 ans*, L'Harmattan/INJEP, Paris, 2001.

STANDING G., *The Precariat*, Bloomsbury, Londres, 2011.

VALENZUELA J. M. (coord.), *Juvenicidio. Ayotzinapa y las vidas precarias en América Latina y España*, ITESO, Guadalajara (Mexique), 2015.

VAN DE VELDE C., *Sociologie des âges de la vie*, Armand Colin, Paris, 2015.